

DÉCLARATION PRÉALABLE AU CSA-SD 1D du 02/09/2025 PAR LA FNEC FP **FO** 72

Mesdames et messieurs les membres du CSA,

Concernant le contexte en cours

Au niveau national, notre pays est à nouveau plongé dans une incertitude politique : le 8 septembre prochain, nous assisterons potentiellement (ou probablement) à la chute du Premier ministre Bayrou, posant dans la foulée la question de celle de Macron, poussés vers la sortie par la colère immense des travailleurs qui ne veulent pas de leur budget d'austérité, véritable budget de guerre. Le plan Bayrou est en effet une déclaration de guerre sans précédent contre les travailleurs et leur famille : gel des salaires, des pensions, des retraites et des minima sociaux, gel des prestations sociales, réduction des aides aux personnes âgées et aux handicapés, suppression de 2 jours fériés, suppression de l'abattement fiscal de 10% sur l'impôt sur les pensions de retraite, suppression de 3 000 emplois dans la fonction publique, remise en cause de la Sécurité Sociale basée sur les cotisations et le salaire différé, nouvelle réforme de l'assurance chômage et du droit du travail contre les privés d'emploi et contre les salariés, nouveaux déremboursements de médicaments et augmentation des franchises médicales, ...

Alors que la rentrée s'annonce catastrophique avec des milliers de classes supprimées, des milliers de jeunes sans affectation, des établissements sans médecine scolaire, des contractuels licenciés par centaines, des conditions de travail dégradées... ce budget confirme et amplifie toutes les politiques de destruction des services publics depuis des années qui sont un désastre pour les personnels comme pour la jeunesse.

Il serait totalement incongru de croire qu'il pourrait être amendable. La récente prise de parole du premier ministre confirme qu'il n'y a aucune négociation possible.

Tout ceci s'ajoute au gel du point d'indice qui se poursuit, au refus de revoir la grille indiciaire, aux 10% d'abattement en cas d'arrêt maladie et aux futures suppressions de postes (un agent sur trois non remplacé). Toutes nos revendications, à commencer par l'augmentation du point d'indice et l'abrogation de la réforme des retraites, sont totalement incompatibles avec ce budget et cette politique.

Ces attaques frontales sans précédent contre la Fonction Publique et ses agents sont inacceptables.

La FNEC FP-FO exige l'annulation de ce plan d'austérité ainsi que l'abandon des suppressions de postes et la création des postes statutaires nécessaires dans tous les établissements scolaires. Elle demande également d'ouvrir les négociations pour un véritable rattrapage du pouvoir d'achat des personnels enseignants : + de 27 % perdus depuis 2000.

Rappelons que les études européennes démontrent que les enseignants français sont ceux qui ont le plus d'élèves en classe, qui font le plus d'heures devant élèves, qui sont les moins bien rémunérés des pays de l'OCDE.

La FNEC FP FO 72 revendique que tous les établissements disposent de moyens supplémentaires. Tous les enseignants doivent être revalorisés et sans contre partie.

La pénurie du recrutement ne passe pas par la suppression de postes. Cela ne pourra passer que par une revalorisation conséquente et par l'amélioration des conditions de travail, et cela SANS CONTREPARTIES !

Concernant notre département

Mme La Directrice Académique, lors du CDEN en juillet dernier, pour cette rentrée vous avez annoncé pour notre département: 16 ouvertures et 34 fermetures, la création d' 1 PAS, une suppression de 5 emplois d'enseignants du premier degré.

Nous maintenons notre volonté, y compris pour les rentrées à venir, de ne plus désorganiser les écoles et les collègues concernés avec des fermetures en juin ou septembre. Comme dans d'autres départements, nous souhaiterions que les décisions autour de l'été et notamment à la rentrée ne soient que celles concernant des ouvertures ou des annulations de fermeture.

De plus, notre fédération estime que les Pôles d'Appui à la Scolarité constituent une vraie menace pour ce qui reste de l'enseignement spécialisé: les notifications de la MDPH seront-elles réellement respectées avec cette mise en place du PAS ? La FNEC FP FO craint une accélération de l'accompagnement mutualisé auprès des élèves en situation de handicap. Quid des moyens AESH pour ces élèves? Le manque criant d'AESH en cette rentrée est en effet effrayant. Pour ne citer que deux exemples, en

cette rentrée, il manque 48h d'AESH à l'école Arthur Rimbaud au Mans (soit 2 AESH à temps plein), 30h à l'école Mauboussin au Mans.

Ainsi pour cette séance de carte scolaire, nous revendiquons notamment :

- l'absence de fermeture sèche avec le maintien des enseignants en poste, y compris pour des écoles qui n'auraient pas été mentionnées ni en février ni en juillet.
- l'annulation des fermetures et les ouvertures de classe pour les écoles concernées.
- la création de postes remplaçants en grand nombre afin d'améliorer encore le taux d'emploi dédiée au remplacement, le plus bas, de notre académie.
- le recrutement d'AESH à hauteur des besoins.